

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-15 du 23 avril 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Déplacement aux États-Unis du Ministre Roland Lescure, et du Secrétaire général Emmanuel Moulin à l'occasion des Réunions de printemps du FMI et du GBM

Climat – énergie – environnement

2. Le Président Donald Trump signe cinq mémorandums présidentiels sur le renforcement des capacités énergétiques et industrielles stratégiques des États-Unis
3. L'Agence de protection de l'environnement lance la version 2 du Water Reuse Action Plan
4. Les exportations de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) américain augmenteront en 2026 et 2027

Transport et infrastructure

5. La conférence législative de l'APTA met en avant les priorités du secteur des transports publics
6. La *Federal Aviation Administration* renforce la régulation du trafic et accélère la modernisation du contrôle aérien
7. Le Secrétaire aux Transports soutient la modernisation du transport ferroviaire

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Des jeunes agriculteurs de l'État de Géorgie en visite à l'ambassade de France
9. Le Farm Bureau esquisse une situation économique préoccupante pour les agriculteurs américains en raison du conflit au Moyen-Orient et demande des soutiens financiers

Numérique et innovation

10. Les Républicains du Congrès réintroduisent une proposition de SECURE Data Act

Santé

11. HHS publie une nouvelle charte pour son comité consultatif sur les politiques vaccinales

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Déplacement aux Etats-Unis du Ministre Roland Lescure, et du Secrétaire général Emmanuel Moulin à l'occasion des Réunions de printemps du FMI et du GBM



Le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique Roland Lescure s'est rendu aux Etats-Unis à l'occasion des Réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale (GBM), du lundi 13 au vendredi 17 avril. Une première séquence à New York le lundi 13 et mardi 14 avril a permis au Ministre de rencontrer des banquiers, des gestionnaires d'actifs et des investisseurs américains. Ces échanges ont offert l'occasion de dialogues engagés et fructueux sur les relations transatlantiques et l'attrait de la France en tant que destination d'investissement. Le Ministre a ensuite gagné Washington du mardi 14 au vendredi 17 avril pour les Réunions de printemps du FMI et du GBM, aux côtés du Secrétaire général de la Présidence de la République française Emmanuel Moulin. Plusieurs rencontres, notamment avec Scott Bessent, Secrétaire du Trésor des Etats-Unis, et Jamieson Greer, Représentant américain au Commerce, ont marqué ce déplacement. L'intervention du Ministre au Semafor World Economy mardi, et celle du Secrétaire général au Council on Foreign Relations jeudi ont passé un message clair sur une priorité commune à la France et aux Etats-Unis : la résorption des déséquilibres macroéconomiques globaux. Ce déplacement a été marqué par plusieurs réunions en G7 et en

G20 pour proposer une réponse coordonnée et volontaire afin de garantir la stabilité économique mondiale.

Brèves

- Lundi, les douanes américaines (CBP) ont [lancé](#) la phase 1 du système CAPE, permettant aux importateurs de déposer des demandes de remboursement des droits imposés au titre de la loi d'urgence dite « IEEPA », sur environ 63 % des expéditions concernées.
- Vendredi, le département du Trésor a [délivré](#) une licence générale autorisant, pour une durée de trente jours, l'achat, la livraison et le déchargement de pétrole d'origine russe déjà chargé à bord de navires au plus tard le 17 avril.

Climat – énergie – environnement

2. Le Président Donald Trump signe cinq mémorandums présidentiels sur le renforcement des capacités énergétiques et industrielles stratégiques des États-Unis

Le 20 janvier, le président Donald Trump a signé une série de mémorandums présidentiels, fondés sur l'autorité qui lui est conférée par le *Defense Production Act* de 1950, visant à renforcer les capacités énergétiques et industrielles jugées essentielles à la sécurité nationale, l'indépendance énergétique et à la préparation militaire des États-Unis. Ils autorisent le gouvernement fédéral à recourir aux mécanismes autorisés par le *Defense Production Act*, notamment les achats directs, les engagements d'achats et les soutiens financiers, afin d'accélérer la montée en capacité des secteurs énergétiques considérés comme stratégiques pour la défense nationale. Le [premier mémorandum](#) porte sur l'expansion de la production nationale de pétrole, des capacités de raffinage et la logistique associée. Le [deuxième texte](#) est consacré au charbon et aux unités de production électrique associées. Le [troisième document](#) concerne les installations liées au gaz naturel et au Gaz Naturel Liquéfié (GNL) dont les pipelines de collecte et de transport et les unités de liquéfaction du GNL. Le [quatrième texte](#) concerne le développement, la fabrication et le déploiement des infrastructures énergétiques à grande échelle, en traitant notamment les volets ingénierie, foncier et autorisations administratives. Le [cinquième mémorandum](#) vise les infrastructures du réseau électrique, en mettant l'accent sur les équipements critiques (transformateurs, lignes à haute tension, sous-stations et composants associés).

3. L'Agence de protection de l'environnement lance la version 2 du Water Reuse Action Plan

Le 16 avril, l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency – EPA) a [annoncé](#) le lancement du « Water Reuse Action Plan 2.0 » (WRAP 2.0). Ce plan [vise](#) à faire des eaux usées une ressource stratégique pour soutenir la croissance de l'industrie manufacturière, des infrastructures énergétiques et des technologies de pointe, notamment les centres de données et la fabrication de semi-conducteurs. Il s'inscrit dans la continuité d'un premier programme lancé lors de la première administration Trump. L'EPA souligne que l'initiative repose sur une approche collaborative réunissant près de 200 acteurs publics et privés (gouvernement fédéral, États fédérés, entreprises et associations professionnelles) sans caractère réglementaire contraignant. WRAP 2.0 se décline en [un ensemble d'actions concrètes](#), parmi lesquelles la cartographie des ressources en eau disponible pour être recyclée, l'amélioration des technologies de traitement, la mise en place de programmes volontaires pour les entreprises et l'accélération des procédures d'autorisation des projets.

4. Les exportations de Gaz Naturel Liquéfié américain augmenteront en 2026 et 2027

L'Administration d'information sur l'énergie (Energy Information Administration - EIA) a [indiqué](#) le 16 avril que les exportations américaines de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) devraient augmenter de 1,9 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/j) en 2026 pour atteindre une moyenne de 17 Bcf/j, puis de 1,5 Bcf/j en 2027. L'EIA prévoit également que les terminaux d'exportation de GNL aux États-Unis fonctionneront à des taux d'utilisation légèrement plus élevés en 2026, malgré des niveaux déjà élevés en 2025, car les perturbations récentes des exportations de GNL via le détroit d'Ormuz augmentent la demande de cargaisons provenant de l'extérieur du détroit. Enfin l'EIA rappelle qu'en 2025, les exportations américaines de GNL vers l'Europe ont atteint un niveau record de 10,3 Bcf/j, contre 6,3 Bcf/j en 2024, représentant 68 % des volumes exportés.

Transport et infrastructure

5. La conférence législative de l'APTA met en avant les priorités du secteur des transports publics

La [conférence législative de l'American Public Transportation Association \(APTA\)](#), réunie du 12 au 14 avril à Washington, a rassemblé plusieurs centaines de représentants des autorités de transport, d'opérateurs et d'industriels ainsi que du Congrès et de l'administration américaine (*Department of Transport, Federal Railroad Administration, Federal Transit Administration*).

Les [priorités](#) du *Department of Transport* (DOT) ont été réaffirmées à cette occasion, parmi lesquelles la sécurité, la modernisation du secteur, la protection des travailleurs et l'amélioration de la qualité du service pour l'utilisateur dans les transports publics.

La conférence a permis de porter les priorités du secteur auprès du Congrès et de l'administration fédérale dans la perspective de l'adoption de la prochaine loi de financement des transports, le *Surface Transportation Reauthorization Act*, alors que le cadre actuel issu du *Infrastructure Investment and Jobs Act* arrive à échéance en septembre 2026. À cette occasion, l'APTA a appelé à un soutien de [268 milliards de dollars sur cinq ans](#) en faveur du transport public et ferroviaire, en soulignant les retombées économiques de ces investissements (jusqu'à cinq dollars de valeur générée pour chaque dollar investi).

Les discussions ont souligné les enjeux actuels du transport public et le besoin d'investissement dans le financement des infrastructures, la modernisation des réseaux, le recrutement et la formation de la main d'œuvre ainsi que l'intégration des innovations technologiques. La conférence a également permis de mettre en avant le rôle des transports collectifs dans la mobilité quotidienne, la compétitivité économique et l'aménagement du territoire aux États-Unis.

6. La *Federal Aviation Administration* renforce la régulation du trafic et accélère la modernisation du contrôle aérien

Dans un objectif de fiabilisation et de sécurisation du transport aérien, la *Federal aviation administration* (FAA) engage plusieurs

mesures visant à encadrer l'exploitation des grands hubs et à moderniser le contrôle du trafic aérien.

[La FAA a ainsi décidé de plafonner, pour la période estivale, le trafic à l'aéroport O'Hare](#) de Chicago à 2 708 vols quotidiens lors des jours de pointe, réduisant de près de 12% le nombre de rotations initialement prévues par les compagnies. Cette décision portée par le secrétaire aux Transports, Sean Duffy, vise à limiter les phénomènes de surprogrammation et à réduire les retards et annulations sur ce hub stratégique.

En parallèle, [la FAA lance une campagne de recrutement de contrôleurs aériens](#) pour assurer le renouvellement générationnel de la profession en ciblant les jeunes diplômés familiers des nouvelles technologies. La nouvelle génération de contrôleurs sera en effet déterminante pour participer à l'effort de modernisation des systèmes de gestion du trafic, incluant un nouveau système d'intelligence artificielle capable d'anticiper les conflits de trajectoires en amont. [Ce programme, baptisé SMART](#), encore en phase de déploiement s'inscrit dans un plan d'investissement global estimé à plus de 30 milliards de dollars auquel des entreprises françaises pourraient participer.

7. Le Secrétaire aux Transports soutient la modernisation du transport ferroviaire

Le 29 mars, le Secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) un investissement fédéral de 2,04 milliards de dollars destiné à soutenir la modernisation des infrastructures ferroviaires afin de renforcer la fiabilité des services sur plusieurs corridors interurbains et à faciliter le transport de voyageurs.

Les financements seront principalement orientés vers des projets d'amélioration des voies, de modernisation des équipements et de réduction des temps de trajet, dans l'objectif d'accroître l'attractivité du secteur ferroviaire et de renforcer la sécurité des infrastructures ferroviaires.

Le Département des Transports souligne que ce soutien fédéral doit contribuer à une amélioration durable de la qualité de service pour les usagers, tout en soutenant la sécurité des familles américaines et en contribuant à la création d'emplois.

Industrie

Brèves

- L'indice de mesure de l'optimisme des PME américaines (National Federation of Independent Business (NFIB) Small Business Index) [recule](#) de 3 points à 95,8 en mars, passant pour la première fois depuis avril 2025 (dans la foulée des annonces de Liberation Day) en dessous de sa moyenne historique sur 52 ans (98). L'indice d'incertitude a augmenté de 4 points à 92, là aussi nettement au-dessus de sa moyenne historique (68), tandis que la fréquence de reporting de tendances positives a chuté de 11 points, et la part de PME s'attendant à une amélioration du climat d'affaires a reculé de 7 points. L'indice d'emploi a également reculé de près de 2 points. La NFIB a attribué cette dégradation notamment à la flambée des prix du pétrole et à la persistance de l'inflation.
- Le 20 avril 2026, Hyundai a déclaré [vouloir](#) accélérer la localisation de sa production aux États-Unis afin d'atténuer l'impact des droits de douane. Le constructeur coréen prévoit d'augmenter la part de modèles vendus aux US produite localement (actuellement autour de 50%) pour réduire son exposition aux mesures tarifaires, décrites comme douloureuses par le CEO (« tariffs are hurting (...) In the short term, it's really tough »). Ce dernier a cependant précisé que la relocalisation d'activités prendrait « des années » et obligerait le groupe à réaliser des économies et à augmenter ses prix pour atténuer l'impact sur ses profits.
- Le 22 avril 2026, Reuters [rapporte](#) que Boeing publie des résultats trimestriels meilleurs qu'attendu, signe d'une reprise opérationnelle après des années de crises. La perte nette du premier trimestre se limite à 7 M\$, contre 31 M\$ un an plus tôt. Les revenus du pôle aviation commerciale progressent de 13% à 9,2 Md\$, portés par les meilleures livraisons depuis 2019 : 143 appareils, soit 29 de plus qu'Airbus, l'écart le plus large depuis 2018. Le segment défense affiche une hausse de 50% de ses bénéfices à 233 M\$, soutenu par la hausse des dépenses militaires mondiales et de nouveaux contrats avec le Pentagone. Boeing a toutefois utilisé 1,5 Md\$ de trésorerie, pour l'expansion de ses lignes de production.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Des jeunes agriculteurs de l'Etat de Géorgie en visite à l'ambassade de France



Le conseiller agricole a reçu à l'ambassade de France une délégation d'une trentaine de jeunes agriculteurs du Farm Bureau de Géorgie le jeudi 16 avril. Cette réunion a été consacrée à une présentation de l'agriculture française, des flux commerciaux agroalimentaires entre nos deux pays, des sujets de préoccupation actuels des fermiers et des éleveurs français et à une séance de questions-réponses. Les sujets d'actualité, notamment ceux liés aux conséquences du conflit au Moyen-Orient sur le prix des intrants (carburants et engrais azotés) ont été longuement débattus. A l'issue des échanges, les jeunes agriculteurs de Géorgie ont largement reconnu que les problèmes qui se posaient en France, comme les difficultés d'installation des jeunes générations et de leur accès au foncier, les exigences croissantes en termes de normes ou bien la faiblesse des revenus liés à des prix relativement bas et des coûts de production toujours trop élevés ainsi qu'aux relations commerciales parfois délicates avec l'aval de la filière (transformateurs et distributeurs) étaient largement semblables à ceux auxquels ils étaient eux-mêmes confrontés. Malgré ces difficultés, tous ces jeunes agriculteurs de Géorgie ont affirmé leur optimisme pour l'avenir et surtout leur fierté pour leur métier, un métier de passion.

9. Le Farm Bureau esquisse une situation économique préoccupante pour les agriculteurs américains en raison du conflit au Moyen-Orient et demande des soutiens financiers

A partir d'une [enquête](#) réalisée du 4 au 11 avril auprès de 5 700 agriculteurs, le Farm Bureau dresse un panorama plus pessimiste que celui porté jusque-là par l'USDA sur les conséquences du conflit au Moyen-Orient (prix et disponibilité des engrais et du diesel). Environ 70 % des agriculteurs déclarent notamment ne pas pouvoir se permettre financièrement d'utiliser tous les engrais qui leur seraient nécessaires.

L'enquête révèle de fortes disparités régionales dans le préachat des engrais : 67 % des producteurs du Midwest ont sécurisé leurs achats avant la saison des semis, contre seulement 19 % dans le Sud et 3 % dans le Nord Est, exposant davantage ces régions à la flambée des prix. Les difficultés seront particulièrement aiguës pour les petites exploitations qui procèdent beaucoup moins que les grandes fermes à des achats anticipés d'intrants par insuffisance de trésorerie.

La hausse des coûts est d'ores et déjà massive : le diesel agricole a augmenté de 46 % depuis fin février, tandis que les engrais azotés ont bondi de plus de 30 %, l'urée seule progressant de 47 %. Ces augmentations, liées aux tensions au Moyen Orient et à la fermeture du détroit d'Ormuz, pèsent lourdement sur les marges d'exploitation déjà fragiles. 94 % des agriculteurs rapportent une situation financière détériorée ou stagnante, influençant leurs décisions de semis et d'achat.

Les cultures du Sud — coton, riz, cacahuètes — apparaissent particulièrement exposées, avec plus de 80 % des producteurs incapables de financer leurs besoins complets en engrais. Si les perturbations persistent, les rendements et les superficies cultivées pourraient diminuer dès 2026.

L'étude souligne enfin l'importance stratégique des engrais pour la sécurité alimentaire nationale et appelle à une aide économique aux exploitations.

Lors de son [audition](#) devant la commission budgétaire de la Chambre, le 17 avril, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, a reconnu l'importance du coût des engrais pour les agriculteurs et le fait que les prix des engrais ne devraient pas baisser rapidement. Ses propos ont marqué un changement par rapport aux déclarations précédentes où elle avait minimisé la hausse des coûts provoquée par le conflit au Moyen-Orient arguant que la plupart des agriculteurs avaient déjà acheté des engrais.

Numérique et innovation

10. Les Républicains du Congrès réintroduisent une proposition de SECURE Data Act

Le 22 avril, un groupe de membres républicains de la Chambre des représentants ont [présenté](#) une nouvelle version du *SECURE Data Act*, projet de loi visant à établir une norme nationale unique sur la collecte, le partage et la vente de données personnelles, et donc à préempter les lois étatiques divergentes en la matière. Introduit une première fois en février 2025, le texte s'était à l'époque heurté à l'opposition des démocrates, favorables au maintien de la compétence au niveau des Etats fédérés en matière de réglementation des données.

Selon les analystes, le projet, réintroduit parallèlement au *GUARD Financial Data Act* (qui le complète sur le versant données financières), [tenterait](#) de combiner des éléments de lois sur la protection de la vie privée de différents Etats, démocrates comme républicains, pour susciter un soutien bipartisan. Toutefois, les équipes démocrates du Congrès n'auraient pas été associées au travail de rédaction du texte.

La proposition prévoit notamment de limiter la collecte de données à ce qui est « adéquat, pertinent, et raisonnablement nécessaire », la mise en place d'un registre des *data brokers*, et une étude sur un mécanisme permettant aux consommateurs de demander l'arrêt ou la suppression de la collecte de leurs données, mais l'application de la loi serait exclusivement réservée aux agences gouvernementales, empêchant les citoyens d'engager des recours juridiques directement contre les entreprises.

La Représentante Monique Priestley (D – Vermont) a déclaré que « le Congrès devrait parler aux législateurs des Etats qui se sont penchés sur cette question afin de comprendre ce qu'ils sont en train de perturber, plutôt que de saper les protections étatiques plus strictes au moment même où les Américains s'inquiètent le plus de la manière dont leurs données sont collectées et utilisées ». L'Agence de protection de la vie privée californienne (CPPA), s'est également montrée critique du texte, estimant qu'il visait à « supprimer les droits et protections existants ».

A l'inverse, certains représentants d'entreprises ont [exprimé](#) leur soutien à la proposition, à l'image de la National Association of Manufacturers, qui a salué l'initiative de création d'un « cadre national uniforme » pour éviter le « marécage réglementaire » constitué par les différentes lois étatiques.

Santé

11. HHS publie une nouvelle charte pour son comité consultatif sur les politiques vaccinales

Le 8 avril, le Département de la Santé et des Services Sociaux (HHS) a [publié](#) une mise à jour de la charte de l'Advisory Committee on Immunization Practices (ACIP), le comité consultatif chargé de conseiller les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) en matière de politique vaccinale. La nouvelle charte met davantage l'accent sur la sécurité des vaccins et la prévention de leurs effets indésirables, demandant notamment à l'ACIP d'identifier les « lacunes dans la recherche sur la sécurité des vaccins, y compris les effets indésirables suivant la vaccination ».

Ces changements sont intervenus moins d'un an après que le Secrétaire à la Santé, Robert F. Kennedy, ait intégralement renouvelé les membres de l'ACIP, pour y inclure des personnalités présentées dans la presse comme sceptiques vis-à-vis des vaccins, en particulier à ARN messager [voir [Brèves sectorielles du 13 juin 2025](#)], personnalités qui ont depuis voté pour abaisser les recommandations de plusieurs vaccins, dont ceux contre la Covid-19 et l'hépatite B à la naissance. Les effets de ce renouvellement du panel et de leurs votes ont depuis été gelés par une décision juridique le mois dernier.

Dans ce contexte incertain, certains Etats fédérés ont au cours des derniers mois commencé à prendre des mesures afin de découpler leurs lois en matière vaccinales des recommandations de l'ACIP. Le 14 avril, le Maryland est ainsi devenu le dernier Etat, après la Californie, le Colorado et le Maine, à prendre de telles mesures en adoptant le Vax Act, qui appelle le Secrétaire à la Santé du Maryland à fixer ses propres recommandations en matière vaccinale. Le Gouverneur, Wes Moore, a affirmé sur X que la politique vaccinale du Maryland serait désormais « guidée par la science, pas par des théories complotistes sur Internet ».

Brèves

- Selon PwC, les entreprises du secteur des dispositifs médicaux [pourraient](#) se voir restituer jusqu'à 2,6 Md\$ en droits de douane IEEPA injustement prélevés par l'administration américaine au cours des derniers mois. Pour certaines entreprises, l'impact de l'ensemble des mesures tarifaires mises en œuvre depuis début 2025 atteindrait jusqu'à 500 M\$ par an.

- Le 16 avril, par un post sur TruthSocial, le Président Donald Trump a [annoncé](#) avoir choisi Erica Schwartz, ancienne *Deputy Surgeon General* durant son premier mandat, pour prendre la tête de l'agence Centers for Disease Control (CDC). Cette nomination, qui doit être confirmée par le Sénat, survient près de huit mois après que l'ancienne Directrice de l'agence, Susan Monarez, ait été licenciée pour des raisons plus tard attribuées par celle-ci à son refus d'effectuer certains changements demandés par l'administration en matière de politique vaccinale.
- Le 18 avril, le Président Donald Trump a [signé](#) un décret exécutif ordonnant à la Food and Drug Administration (FDA) d'attribuer des « vouchers de priorité nationale » (permettant d'accélérer l'examen de la demande de mise sur le marché de certains traitements) à des substances psychédéliques considérées comme « appropriées » pour le traitement de troubles mentaux sévères.
- Le 20 avril, Eli Lilly a [annoncé](#) la conclusion d'un accord en vue de son acquisition de l'entreprise de biotechnologies américaine Kelonia Therapeutics. Le montant de l'acquisition devrait atteindre jusqu'à 7 Md\$ en paiements de base et versement conditionnés à la réalisation d'étapes cliniques et réglementaires.
- Le 22 avril, le groupe pharmaceutique américain Merck a [annoncé](#) la conclusion d'un partenariat de 1 Md\$ avec Google Cloud afin d'accélérer l'implémentation de l'intelligence artificielle dans ses activités.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)